



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

04 au 10 Mai 2024

SOMMAIRE

Relations avec les bailleurs de fonds : Des accords avec le FMI d'ici la fin du mois de juin.....	2
Connectivité : Starlink obtient sa licence.....	2
FEC-FRD : Un accord avant fin juin pour un financement de 660 millions de dollars.....	2
Coût de l'Internet : Fin du prix plancher décidé par le Gouvernement après négociations.....	3
Conseil économique et social : Coup de pouce pour la création du CESC.....	3
Compagnie pétrolière : Madagascar oil minée par des procès.....	4
Crise du cacao : La chaîne de valeur locale à l'agonie.....	4
Jirama: le nouveau DG sur les fronts.....	5
Programme Miatrika: 180 bénéficiaires pour ce mois-ci	5
Indices de pauvreté : La Banque mondiale s'inquiète pour le Sud	5
Promotion de l'artisanat: la Cité des métiers d'Ivato prend forme.....	6
Banky foiben'i Madagasikara: lancement du « Taha » pour optimiser la politique monétaire.....	6
Transformation de riz : 4 tonnes de pâtes alimentaires par jour, produites à Arivonimamo	7
Billets de banque : L'ariary continue à être imprimé ailleurs.....	7
Transactions : Les pièces de monnaie toujours légales.....	8
Lutte contre la pauvreté	8
Filière arachide : Hausse de 32% de la production dans la région Menabe.....	9
Vanille : Une dizaine d'opérateurs placés sous mandat de dépôt.....	10
Électrification à Fort-Dauphin : Un exemple de réussite du partenariat public-privé	10
Arabian Travel Market 2024: Madagascar part à la conquête de nouveaux marchés	11
Conjoncture financière : La Banque centrale maintient ses taux directeurs	11
Glissement annuel: une hausse de 7,3% en mars	11
Madagascar – OMC : Préparation de la politique commerciale à présenter en février 2025	12
Fonds Souverain Malagasy : Feuille de route approuvée par le Conseil des Ministres	12
Commerce extérieur: les exportations malgaches ont chuté de plus de 30 %	12
SG Madagasikara – STCV: 2 tonnes de déchets valorisés en 2023.....	13

Relations avec les bailleurs de fonds : Des accords avec le FMI d'ici la fin du mois de juin

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 04 MAI 2024

Sur la bonne voie. C'est le peu qu'on puisse dire des négociations des autorités malgaches avec le Fonds monétaire international, FMI. Un optimisme partagé hier soir à la salle de réunion du ministère de l'Économie et des Finances à Antananarivona. Peu loquace sur le contenu des discussions, Frédéric Lambert, chef de mission du FMI, a quand même révélé une échéance calendaire. « Nous espérons parvenir à un Accord d'ici la fin du mois de juin ». Mais de quel Accord il s'agit. Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Économie et des Finances apporte des précisions claires et sans équivoque. « Le gouvernement a choisi d'abandonner la Facilité élargie de crédit, FEC, dans sa configuration actuelle. Pour en renégocier une autre avec quatre piliers. L'ancrage budgétaire et les finances publiques, la bonne gouvernance, le pilier monétaire et la croissance inclusive pour le développement humain et le capital humain. Madagascar aspire à obtenir la Facilité pour la résilience et la durabilité, FRD, plus propice à nos besoins financiers car elle s'adresse aux pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique et faisant face aux défis environnementaux. Or, pour espérer avoir accès à la FRD, le pays demandeur doit, entre autres conditions, être

sous-programme avec le FMI pour au moins 18 mois. Alors que l'actuelle FEC se termine au mois de juillet ». Elle espère gagner sur les deux tableaux. Pas moins de 312 millions de dollars pour la nouvelle FEC, suivant notre quote-part, et le plus possible pour la FRD, un fonds fiduciaire, assez volatile, voilà pourquoi il est nécessaire de travailler là-dessus. Madagascar compte engranger 660 millions de dollars. Mais rien n'est encore acquis. Le rapport de l'équipe de Frédéric Lambert va passer au Département de revue du FMI avant l'examen final et crucial du Conseil d'administration. Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison a reconnu que « les références de l'actuelle FEC sont à insérer dans la nouvelle ». Par exemple, l'ajustement automatique des prix du carburant. « Pour le moment, nous avons opté pour l'administration de ces prix. Ce nouveau système signifie que nous allons tenir compte des divers paramètres du marché, endogènes comme exogènes. Pour ne citer que la parité du dollar par rapport à l'ariary et les fluctuations changeantes des cours du baril du pétrole au jour le jour. Tout va se faire d'une manière progressive », soutient Jean-Baptiste Olivier ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures.

Connectivité : Starlink obtient sa licence

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 04 MAI 2024

Starlink peut désormais commercialiser ses produits à Madagascar. Dans une décision de l'Agence de Régulation des Technologies de Communication (Artec), il est indiqué que cette entreprise dispose désormais d'une licence "Pour l'installation et l'exploitation de service internet large bande par satellite". Elle est attribuée à Starlink Madagascar SA, qui devient ainsi un opérateur télécom à part entière, pouvant opérer sur toute l'étendue du territoire national. Il est précisé également que cette licence est valable pour cinq ans, à partir de la signature de ce document. L'Artec fait néanmoins savoir dans sa décision que Starlink devra s'acquitter de 100 000 euros en contrepartie de l'attribution de cette licence. "Le titulaire [de la licence, NDLR] s'acquittera d'un frais annuel de 5% de son chiffre d'affaires hors taxe, payable en ariary auprès de l'Artec au cours officiel en vigueur le jour du paiement", fait-on

savoir. Tahina Razafindramalo, ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, avait récemment annoncé l'arrivée officielle de Starlink et l'acquisition de la société d'une licence. Dans un post sur son compte LinkedIn, le membre du gouvernement avait souhaité la bienvenue à cette filiale de SpaceX, parlant d'un nouveau chapitre et d'un nouvel acteur qui s'inscrit dans le paysage de la connectivité dans la Grande île. Cette société pourra ainsi exploiter l'établissement et l'exploitation d'un réseau public de satellites de type Global Mobile Personal Communication by Satellite (GMPCS), mais aussi d'un réseau public de télécommunications par satellite de type VSAT. Récemment, Starlink a été domiciliée à Madagascar sous la forme de société anonyme à administrateur général avec un capital de 22,5 millions d'ariary.

FEC-FRD : Un accord avant fin juin pour un financement de 660 millions de dollars

R. EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 04 MAI 2024

La mission du Fonds Monétaire International en terre malgache se termine sous le signe de la satisfaction.

Frédéric Lambert, le chef de mission du FMI, a déclaré, hier lors d'une conférence de presse conjointe avec la partie malgache que les discussions constructives ont permis de bien progresser pour la suite des négociations qui devraient aboutir à un accord avant fin juin. Efficacité. Cette mission, rappelons-le, concerne les deux nouveaux programmes que Madagascar envisage de conclure avec le FMI à partir de cette année et pour une durée de 3 ans.

Il s'agit en l'occurrence du nouvel accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et de la toute nouvelle Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). « On est très content de cette mission », a indiqué Frédéric Lambert qui n'a pas manqué de reconnaître « l'efficacité des techniciens du ministère de l'Économie et des Finances et ceux de la Banque Centrale de Madagascar ». La délégation du FMI a, par ailleurs, rencontré les hauts responsables du pays, dont le président de la République, Andry Rajoelina. D'autres départements ministériels dont le ministère de l'Environnement et du Développement durable et celui de



finale. Frédéric Lambert a annoncé que la décision du C.A pourrait avoir lieu avant fin juin. Un accord qui pourrait déboucher à un financement total de 660 millions de dollars au titre des deux programmes. La FEC pour un montant de 312 millions de dollars US comme celui du précédent programme et la FRD dont le montant sera déterminé en fonction du programme de réformes proposé par Madagascar. « Avec la forte proposition de réformes proposées par le gouvernement, Madagascar peut ambitionner d'atteindre 75% du plafond de la FRD » a expliqué, la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison. On rappelle que les repères de la FEC sont basés sur 4 piliers fondamentaux. A savoir : le pilier de la gouvernance, le pilier monétaire, le pilier de la croissance inclusive et enfin celui de protection sociale et du développement et du capital humain. La FRD pour sa part repose sur 5 piliers que nous aurons l'opportunité d'évoquer dans notre prochaine édition. Notons que deux autres membres du gouvernement, en l'occurrence, le ministre de l'Energie et des Hydrocarbures, Olivier Jean Baptiste et le ministre de l'Environnement et du Développement durable Max Andonirina Fontaine sont concernés. Nous en reparlerons.

l'Energie et des Hydrocarbures ont également été concernés par cette mission qui a également rencontré le secteur privé et les organisations de la société civile.

Conseil d'administration.

Bref, la délégation du FMI est rentrée avec suffisamment de dossiers qui permettront à son conseil d'administration de décider sur un accord au titre de ces deux programmes. En effet, le dossier Madagascar passera encore devant d'autres techniciens du Fonds à Washington avant d'être soumis au conseil d'administration qui prendra la décision

Coût de l'Internet : Fin du prix plancher décidé par le Gouvernement après négociations

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 04 MAI 2024

Bonne nouvelle pour les internautes. Le Gouvernement abroge le prix plancher de l'Internet pour défendre les droits des consommateurs. Après des mois de discussions et d'évaluations, le ministère du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT) a annoncé hier l'abrogation de l'arrêté ministériel instaurant un prix-plancher pour l'achat d'un giga d'internet mobile à Madagascar. Cette décision, motivée par le souci de défendre les droits des consommateurs, marque un tournant dans la politique tarifaire du pays. Depuis avril 2023, suite à des négociations entre le gouvernement et les opérateurs de télécommunications, un prix-plancher avait été établi « dans le but de garantir un accès équitable à Internet pour tous les Malgaches », selon les communications officielles. Cependant, au fil du temps, les autorités ont constaté que les offres proposées par les opérateurs ne respectaient pas les engagements pris lors de ces discussions. Les équipes du ministère ont entrepris, au cours du dernier mois, une

série de rencontres avec les consommateurs afin de mieux comprendre leurs besoins et leurs préoccupations. Il en est ressorti que les prix maintenus artificiellement élevés par les opérateurs ne reflétaient pas la réalité du marché ni les attentes des utilisateurs. Dans un souci de transparence et de défense des intérêts des citoyens, le MNDPT a donc décidé de mettre fin au prix plancher. Cette mesure vise à rétablir une concurrence loyale entre les opérateurs et à faire baisser les coûts pour les utilisateurs finaux. En rendant l'Internet plus accessible à tous, le gouvernement espère stimuler son utilisation à des fins éducatives, professionnelles et de développement de l'eGouvernance. Le ministre en charge du secteur des Télécommunications, Tahina Razafindramalo, a souligné l'importance de protéger les droits des consommateurs face à des politiques tarifaires inadaptées. Selon lui, le gouvernement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les intérêts des citoyens prévalent toujours.

Conseil économique et social : Coup de pouce pour la création du CESC

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 MAI 2024

Youness Benakki, secrétaire général de l'Union des conseils économiques et sociaux d'Afrique, actuellement en mission à Madagascar, a rencontré hier à Anosy les acteurs socioéconomiques du pays pour soutenir la mise en place du Conseil Économique, Social et Culturel (CESC). « Nous sommes ici pour réunir tous les prérequis à une installation réussie et à un positionnement optimal de cette institution constitutionnelle à Madagascar. Nous avons eu des échanges très fructueux avec toutes les parties prenantes malgaches, y compris la société civile, le secteur privé et les représentants du gouvernement », a rapporté Youness Benakki, également secrétaire général

du Conseil économique, social et environnemental du Royaume du Maroc. La pertinence, l'utilité et l'importance de cette institution pour répondre aux besoins et aspirations légitimes des citoyens ont été discutées. « Les discussions progressent bien, avec l'espoir d'accélérer vers les prochaines étapes. Cela démontre la volonté de toutes les parties d'avancer ensemble, d'autant plus que le CESC joue un rôle crucial dans la promotion de l'approche participative dans l'élaboration, l'évaluation et la mise en œuvre des politiques publiques. Cette fois-ci, nous aurons une plateforme institutionnelle permettant au secteur privé, à la société civile et aux syndicats de donner leur avis sur

les politiques publiques, pour une meilleure adaptation aux aspirations des citoyens », a souligné Harijaona Niaina Andriamoraniaina, représentant de la société civile.

Accélération

Tous les participants à la réunion ont plaidé pour l'accélération de la mise en place de cette institution de l'État de droit, prévue d'ailleurs par la Constitution à son article 105. « Il s'agit d'une pierre angulaire de la bonne gouvernance qui nécessite la participation de tous les acteurs avec le gouvernement. La création du CES sera un nouveau souffle pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement du pays », a souligné Harijaona Niaina Andriamoraniaina. Selon les explications des émissaires de l'Union des Conseils Économiques et Sociaux d'Afrique, le défi principal réside dans l'impact sur la pertinence des décisions publiques, la qualité du processus législatif et le développement durable du pays. Conformément à la Constitution, le CESC aura pour mission



de donner son avis sur les projets de loi, d'ordonnances ou de décrets, ainsi que sur les propositions de lois qui lui seront soumises. Sa compétence s'étendra à l'examen des projets et propositions de loi à caractère économique, social et culturel, à l'exception des lois de finances.

Compagnie pétrolière : Madagascar oil minée par des procès

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 MAI 2024

Les informations affluent concernant l'achèvement de la restructuration financière de Madagascar Oil SA. Selon nos sources, la Cour Suprême des îles Bermudes a approuvé, le 2 avril dernier, la proposition de restructuration financière présentée par l'actionnaire Benchmark Group. Cette décision autorise également l'acquisition par cette dernière de l'intégralité des actions de Madagascar Oil Ltd, basée à l'île Maurice, détenteur de 99% des actions de Madagascar Oil SA. Selon les informations, cette Cour avait déjà ordonné cette restructuration financière en février 2023 suite à la requête d'un créancier de la maison-mère de Madagascar Oil SA. Ces mêmes sources indiquent que lors de l'Assemblée générale de la compagnie, tenue quelques jours plus tard, parmi les premières décisions prises à l'unanimité, figure le remplacement de l'Administrateur général. Willy Ranjatoelina et Charlie Thurnston sont nommés à cette fonction, conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés à Madagascar. L'intéressé est immédiatement notifié par un agent désigné par la Cour Suprême des Bermudes, mais conteste aussitôt son licenciement et porte l'affaire devant le tribunal de commerce. Madagascar Oil est loin de sortir de l'auberge. Et comme si cela ne suffisait

pas, la société aurait à son tour porté plainte au Pôle Anti-Corruption contre l'Administrateur général sortant pour des malversations financières. Un véritable feuilleton se profile. Cette fois-ci, tout semble en place et l'on espère raisonnablement voir l'exploitation de l'huile lourde de Tsimiroro commencer dans un délai raisonnable. Cependant, cette affaire, si elle traîne en longueur, pourrait compliquer les choses, voire retarder une fois de plus l'exploitation de Tsimiroro. Pourtant, outre la perspective d'entrer dans la liste des pays exportateurs de pétrole, la mise en production à grande échelle de cette huile lourde est très attendue. En effet, Madagascar Oil SA approvisionne déjà le marché local sur la base de son stock de 180 000 barils, quantité extraite lors de la phase d'exploration. Son utilisation actuelle par des industries à Antsirabe et Antsiranana montre des bénéfices de productivité prometteurs. Sans parler de la possibilité pour la Jirama de s'approvisionner sur place, sans avoir à supporter des frais de transport maritime. Un espoir est permis pour Tsimiroro avec cette restructuration, mettant ainsi fin à des années de gel et d'incertitudes, contrairement à Bemolanga qui est tombée dans l'oubli.

Crise du cacao : La chaîne de valeur locale à l'agonie

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 06 MAI 2024

Le marché international du cacao est en proie à une forte volatilité, depuis le début de l'année. Sur le marché local, les acteurs opérant dans la chaîne de valeur parlent d'une crise sans précédent, qui menace sérieusement de nombreuses activités productives.

Les prix sur le marché international ont connu une escalade vertigineuse, passant de 4 000 USD au début du mois de janvier à 12 000 USD par tonne le 22 avril dernier, pour retomber à 10 000 USD fin avril. Cette fluctuation brutale, avec des prix variant entre 7 400 USD et 8 505 USD en fin de semaine dernière, reflète une tendance haussière déstabilisatrice. Mais cette instabilité n'est pas sans conséquences pour la chaîne de valeur locale du cacao. À Ambanja, l'une des principales zones productrices de cacao de Madagascar, la pénurie se fait déjà sentir, exacerbée par l'émergence d'une nouvelle industrie dans la région Diana

depuis le second semestre de l'année dernière. Lancée en production il y a six mois, cette industrie intensifie les répercussions des fluctuations des prix internationaux. Alors que la demande de fèves de cacao est en forte hausse, la production locale reste stagnante, créant un déséquilibre préoccupant pour les opérateurs, même pour les planteurs et les collecteurs. Malgré les défis rencontrés, certains collecteurs se retrouvent dans l'urgence de trouver jusqu'à un total de 15 tonnes de cacao pour satisfaire les commandes et maintenir leur activité à flot.

Des métiers menacés.

Ce ne sont pas seulement les collecteurs qui peinent dans cette crise. Les artisans chocolatiers, eux aussi, ressentent les contrecoups de cette instabilité. Confrontés à des problèmes d'approvisionnement en matières premières, ils envisagent de se regrouper pour défendre leur métier et



leur survie. De nombreux artisans, qui s'étaient inscrits à des salons internationaux pour promouvoir leurs produits, se trouvent aujourd'hui dans l'impasse, incapables de répondre à la demande en raison de la rareté des fèves de cacao sur le marché local. La situation est d'autant plus précaire que certaines firmes industrielles ont cessé de commercialiser localement ou ont doublé leurs prix en raison de ces problèmes d'approvisionnement. Consommation

locale sacrifiée. Pour les artisans chocolatiers, l'exportation de leurs produits devient impérative. « La spécificité de nos produits réside dans leur qualité et leur pureté, car nous n'utilisons pas d'additifs industriels », souligne un chocolatier basé à Antananarivo. « Pour maintenir cette qualité, nous devons augmenter nos prix, compromettant ainsi notre accès au marché local déjà inondé par des produits importés low-cost. Nous devons donc nous tourner vers l'exportation, même si nous manquons actuellement de matières premières pour nous préparer aux événements économiques à l'étranger », nous a-t-il confié. Outre les artisans chocolatiers, les pâtisseries, qui misent sur la qualité, sont également touchés par cette crise, confrontés à la flambée des prix. Cette situation précaire souligne les défis auxquels est confrontée la chaîne de valeur locale du cacao, mettant en lumière les enjeux cruciaux pour l'économie malgache. Selon les opérateurs économiques concernés, les autorités devraient prendre des mesures face à la situation, car de nombreux métiers sont menacés et une partie importante de la chaîne de valeur est déjà à l'agonie.

Jirama: le nouveau DG sur les fronts

ARH. | LES NOUVELLES | 06 MAI 2024

Le nouveau directeur général de la Jirama, Ron Weiss, accompagné de cadres de la société, a entrepris, samedi, une série de visites dans les sites de production d'électricité et d'eau de la Jirama à Manjakandriana, Mandraka et Moramanga. « L'objectif était de rencontrer le personnel et de discuter de la situation actuelle de l'entreprise », informe-t-on au niveau de la société d'Etat. Ron Weiss, rapidement engagé dans sa mission, était accompagné des deux précédents directeurs généraux intérimaires et

du personnel de la direction en charge de la Production et Exploitation en électricité. Ces dirigeants de la Jirama ont inspecté les infrastructures telles que le barrage et la centrale hydroélectrique de Mandraka, le bureau et la station de pompage à Moramanga, ainsi que le site de la Jirama à Manjakandriana. Cette visite a également permis au nouveau directeur général d'établir un contact direct avec les collaborateurs sur place, et échanger sur la situation générale de la société.

Programme Miatrika: 180 bénéficiaires pour ce mois-ci

ARH. | LES NOUVELLES | 06 MAI 2024

Pour ce mois en cours, le programme Miatrika qui s'adresse aux différentes catégories de professionnels du secteur du tourisme également pour les travailleurs de l'hôtellerie et restauration, prévoit près de 180 bénéficiaires dans la région Analamanga. Il s'agit, pour rappel, d'un programme de formation gratuite. Marketing digital, langue française, technique de cuisine et pâtisserie ou encore technique de service en salle et service bar... Quelques modules, parmi les 13 prévus d'être dispensés aux 180 bénéficiaires du

programme Miatrika pour ce mois, dont certaines formations ont déjà commencé. Le programme Miatrika, sous l'égide du ministère du Tourisme et de l'artisanat et avec le soutien technique et financier du projet Pôles intégrés de croissance (Pic), est un programme de renforcement des compétences conçu pour les travailleurs du secteur du tourisme à Madagascar. C'est également un programme de relance du tourisme depuis le Covid-19.

Indices de pauvreté : La Banque mondiale s'inquiète pour le Sud

ITAMARA RANDRIAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 07 MAI 2024

Le Sud de la Grande île est en proie à une pauvreté extrême. Selon la Banque mondiale, celle-ci est due au manque d'investissements, mais aussi aux effets du changement climatique.

Pauvreté chronique. Il se trouve que les régions Anosy, Androy et Atsimo-Andrefana concentrent le plus grand taux de pauvreté. Près de 91% de la population du Grand Sud vit sous le seuil de pauvreté. Une situation qui désavantage ces localités, qui disposent pourtant de riches potentialités. Dans un rapport sur la pauvreté en date du mois d'Avril, la Banque

mondiale attribue cette situation à un «sous-investissement chronique» par les gouvernements successifs. Cette négligence a entraîné un retard considérable dans la région par rapport au reste du pays, selon l'institution financière. Cependant, d'autres facteurs ont également contribué à cette situation. D'autres facteurs entravent le développement du Sud du pays. Il y a par exemple le manque de diversification des moyens de production. Pour simplifier, depuis des millénaires, l'agriculture et la pêche ont été les principaux moyens de subsistance de ces zones.

Maintenant, ces deux modes de vie sont menacés, sinon en proie aux chocs annuels répétés. La Banque mondiale désigne également la sécheresse pluriannuelle et la pandémie de Covid-19 comme l'une des raisons de cette pauvreté. «Avec une sécheresse pluriannuelle qui amplifie les impacts, la pandémie de Covid-19 a mis à rude épreuve les moyens de subsistance et le développement humain et a accru la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire», fait savoir l'institution de Bretton Woods dans son cadre de partenariat pays pour la période 2023-2027.

Réforme audacieuse

Le Sud de l'île est depuis longtemps marginalisé. Depuis près de cinquante ans, les projets humanitaires s'y sont succédé, sans que l'on puisse rien y faire. Difficile de résumer en quelques lignes un problème qui remonte à des siècles, néanmoins, il semble que ce souci soit sempiternel. Il s'est accentué à la fin des années 50, lorsque l'administration coloniale a commencé à partir, laissant la place à la Ire République. Vu comme une région de récalcitrants politiques, le Sud de la Grande île s'est retrouvé enclavé «géographiquement et politiquement», comme l'attestent les documents historiques. Une situation qui semble pourtant paradoxale, vu le nombre de grands projets qui y ont été lancés. D'importantes réserves minières et foncières sont également sous-exploitées. Il y a par exemple les projets d'exploitation d'ilménite à Tolagnaro, celui de graphite à Fotadrevo, le projet d'extraction de terres rares dans lequel s'est lancée Base Ressources (maison mère de Base Toliara). Des projets qui ont créé de l'emploi, de la valeur ajoutée aux produits miniers dans le Sud. Pourtant, l'insécurité fait



en sorte de ralentir le bon déroulement des exploitations minières. Dans son ensemble, la lutte contre la pauvreté est aussi une affaire d'amélioration du climat des affaires. Pour attirer plus d'investisseurs à utiliser leur argent dans des projets qui ont du sens. Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour Madagascar, affirme que « la lutte contre la pauvreté à Madagascar nécessite une réforme audacieuse en faveur de la croissance qui améliorera le climat des affaires, encouragera la concurrence, renforcera le capital humain, investira dans la connectivité, l'accès à l'énergie et l'infrastructure numérique, et stimulera la productivité agricole ». Avant d'ajouter qu'«en mettant en œuvre de telles mesures, Madagascar peut créer un environnement propice à la croissance du secteur privé, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté, ce qui bénéficiera à l'ensemble de la population ».

Promotion de l'artisanat: la Cité des métiers d'Ivato prend forme

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 07 MAI 2024

Les travaux de construction de la Cité des métiers d'Ivato située à proximité du Lake Village et de l'aéroport international d'Ivato, ont officiellement débuté hier, marquant ainsi une étape importante dans la promotion de l'artisanat malgache. La première étape des travaux a consisté à débroussailler le terrain, laissant place à ce qui deviendra bientôt un complexe artisanal dynamique. Selon les prévisions, la première phase de la construction devrait s'achever vers le mois de septembre. «Cet édifice apportera

de la modernité dans la ville», a déclaré la commune d'Ivato, en présence du ministre du Tourisme et de l'artisanat, Joël Randriamandrato et du maire de la commune d'Ivato, Penjy Randrianarisoa. A noter que les travaux se font en étroite collaboration avec les ministères du Tourisme et de l'artisanat, des Travaux publics, de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, domaine et topo, la région Analamanga ainsi que la commune Ivato. Pour rappel, ce projet a été annoncé depuis 2021.

Banky foiben'i Madagasikara: lancement du « Taha » pour optimiser la politique monétaire

ARH. | LES NOUVELLES | 07 MAI 2024

« **Taha** » ou « **Taha miantoka ny herin'ny ariary** », vient d'être lancé pour dynamiser le marché monétaire malgache. Le terme traduit littéralement par le « **taux de référence sur le marché monétaire malgache** », représente le coût des emprunts au jour appliqué par les banques locales. Il constitue le **taux moyen pondéré des opérations sans risque à un jour de maturité sur le marché interbancaire en ariary**.

Depuis le début de l'année, la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) a décidé d'adopter une approche axée sur la gestion de ce taux pour orienter sa politique monétaire. «Dans ce sens, nous avons décidé de baser notre politique sur la gestion du taux qu'on appelle techniquement le corridor», a expliqué le Gouverneur de BFM, Aivo Handriatiana Andrianarivelo, hier

soir, lors du vernissage de l'exposition marquant la clôture du 50e anniversaire de BFM, à l'Hôtel de Ville Analakely. Tous les deux mois, la BFM établit un taux minimum, appelé «taux de dépôt», et un maximum, le «taux de prêt interbancaire», oscillant actuellement entre 9 et 11 %. «Taha est spécifiquement destiné aux prêts de un jour entre les banques, sans garantie», précise le gouverneur de BFM. Cette stratégie vise à faciliter la transmission des politiques de taux d'intérêt vers les consommateurs à moyen terme. «Nous avons décidé de publier quotidiennement ce Taha pour qu'il devienne un taux indicatif dans nos transactions», a-t-il souligné. Le Taha publié quotidiennement, devrait servir de référence dans les transactions financières, impactant ainsi les taux de crédit des consommateurs. «Ce

taux va améliorer l'efficacité de notre politique monétaire et permettra d'atteindre notre objectif de la lutte contre l'inflation», a insisté le numéro 1 de BFM.

Fiabilité du marché financier

A en croire le Gouverneur, le fait de commencer par un taux de un jour s'explique par la volonté de BFM de contrôler les risques associés aux crédits bancaires. En cas d'augmentation du taux, BFM adopte une politique de resserrement pour limiter l'expansion du crédit et ainsi réduire la demande globale. Cette stratégie vise à atténuer les pressions inflationnistes dans l'économie malgache, où l'inflation se situe actuellement à 7,3 %, dépassant

légèrement la moyenne régionale, en particulier les pays de la SADC. Malgré ces défis, BFM reste confiante dans sa capacité à atteindre ses objectifs, notamment grâce aux programmes de réformes mis en place en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI). En utilisant le Taha comme instrument de politique monétaire, BFM espère non seulement stabiliser l'économie à court terme, mais également renforcer la fiabilité du marché financier malgache pour l'avenir. «En utilisant ce taux, nous espérons pouvoir faire la différence entre le présent et le futur, à moyen terme», déclare Aivo Andrianarivelo.

Transformation de riz : 4 tonnes de pâtes alimentaires par jour, produites à Arivonimamo

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 07 MAI 2024

La mise en place de pépinières industrielles se poursuit à travers le pays. Le 3 mai dernier, NETA Madagascar, entreprise de transformation alimentaire, a ouvert les portes d'une nouvelle industrie à Arivonimamo.

Inaugurée par le ministre du Commerce et de l'Industrialisation, Edgard Razafindravahy, cette nouvelle installation est le fruit du programme ODOF (On district One factory) visant à dynamiser le développement industriel. Avec une capacité de production impressionnante de 4 tonnes de pâtes par jour, la pépinière industrielle promet de jouer un rôle important dans l'économie locale.



Actuellement, elle peut produire 540 cartons de pâtes par jour, soit 32 000 paquets, en utilisant de la farine de riz local comme matière première. De plus, elle s'appuie sur les paysans aviculteurs d'Arivonimamo et des environs pour l'approvisionnement en œufs, renforçant ainsi les liens entre l'industrie et l'agriculture locale. Cette initiative ne se limite pas à Arivonimamo. NETA Madagascar

collabore également avec la pépinière industrielle Nobel Fleur à Analavory, spécialisée dans la production d'huile alimentaire. Cette coopération entre entreprises locales témoigne de l'importance croissante de la synergie régionale pour stimuler la croissance économique et favoriser le développement durable.

Déploiement

« Suivant les instructions du président de la République, nous devons mettre en place des pépinières industrielles, non seulement au niveau des districts, mais également au niveau des communes, dans le cadre de ce programme ODOF. Nous avons déjà 18 types de machines industrielles permettant de mettre en place 75 pépinières industrielles à travers la Grande-île », a déclaré le ministre Edgard Razafindravahy, lors de la cérémonie d'inauguration. En effet, cette usine de production de pâte alimentaire inaugurée à Arivonimamo, figure parmi ces actions visant à valoriser les produits locaux et à créer de la valeur ajoutée. « Le prix du paddy ne devrait jamais être en dessous des 1 500 ariary pour que les paysans agriculteurs ne subissent pas des pertes. Cette initiative permet de renforcer les activités économiques de ces paysans, car ils pourront désormais écouler facilement leurs produits au niveau de la pépinière industrielle », a soutenu le ministre de l'Industrialisation et du Commerce. Par ailleurs, depuis sa création, l'entreprise NETA a déjà recruté 10 jeunes employées. Certes, les impacts du projet sont importants, à plusieurs niveaux. Pour les consommateurs, NETA promet de commercialiser des pâtes à prix plus abordables, par rapport aux prix du marché actuels. Avec le succès confirmé des pépinières industrielles installées dans les quatre coins du pays, le MIC (Ministère de l'Industrialisation et du Commerce) a déclaré qu'un Central d'achat, regroupant les produits de ces industries naissantes, sera bientôt créé dans la ville d'Antananarivo.

Billets de banque : L'ariary continue à être imprimé ailleurs

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 MAI 2024

La Banque centrale n'envisage pas encore de fabriquer ses billets. Selon les explications fournies hier par le gouverneur de cette institution financière, la fabrication de billets de banque est un processus long et fastidieux. Elle requiert également un certain niveau de technicité et d'ingénierie dont la Grande île ne dispose pas encore. «Nous ne disposons ni des imprimeries, ni des techniciens qui sont capables de fournir par exemple les papiers qui sont utilisés dans la confection des billets de banque. Il

existe plusieurs industries qui sont spécialisées dans la fabrication d'une seule composante de billets de banque comme les filaments ou encore le papier», avait expliqué hier Aivo Andrianarivelo, gouverneur de la Banque centrale. La fabrication des billets de banque est également en constante évolution. D'où la nécessité d'investir dans la recherche et le développement pour renforcer la sécurité de ces billets et éviter les contrefaçons, qui sont de plus en plus inventives. Certains pays africains se sont aventurés

dans la fabrication de leur propre monnaie, sans succès. Les industries de monnaie ont dû fermer cinq ou dix ans après. Et sur cinquante-quatre pays du continent, quarante-trois pays, dont la Grande île, dépendent totalement des imprimeries européennes et américaines. L'impression d'une monnaie coûte aussi cher. Car, oui, l'argent s'achète aussi. «Dans les états financiers de la Banque centrale, c'est la fabrication des billets qui fait partie des dépenses les plus élevées», avait expliqué hier le numéro Un de la Banque centrale. Pour illustrer ce ratio, rien qu'en 2022, la

BFM a dépensé 86,248 milliards d'ariary dans la confection des billets et des monnaies. Actuellement, la Grande île compte près de quatre cent millions de billets de banque en circulation, alors qu'avec des industries de fabrication de la monnaie, il devrait y en avoir pas moins d'un milliard en circulation. D'après d'autres experts en monétique, les coûts de fabrication peuvent varier en fonction de la valeur du billet et des éléments qui y sont incorporés pour rendre la falsification difficile. L'on ne connaît pas le coût pour la production de l'ariary actuellement.

Transactions : Les pièces de monnaie toujours légales

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 MAI 2024

Aivo Andrianarivelo, gouverneur de la Banque centrale, affirme que les pièces de monnaie de 10, 20 et 50 ariary peuvent encore être utilisées dans les transactions économiques quotidiennes.

Pourquoi les gens n'utilisent-ils plus les pièces de monnaie? Elles sont rarement utilisées dans les transactions quotidiennes, et pourtant ! Elles ont encore cours légal sur tout le territoire national. À l'Hôtel de ville Analakely, cette question qui taraude les consommateurs a été abordée lors d'une conférence-débat sur les expériences d'une industrie privée de fabrication des monnaies et des billets de banque aux Émirats Arabes Unis. La Banque centrale émet encore des pièces de monnaie. D'ailleurs, son gouverneur, Aivo Andrianarivelo, a tenu à le rappeler. «Les pièces de monnaie ont encore cours légal à Madagascar. Ce sont les gens qui ne les utilisent pas. C'est de l'argent, on peut encore acheter des choses avec», a-t-il confié à quelques journalistes venus l'interviewer après la première session de conférences de la journée. Il a d'ailleurs indiqué que la Banque centrale comptait mettre les bouchées doubles pour sensibiliser la population à l'utilisation de ces pièces de monnaie dans les transactions quotidiennes. «Il faut déterminer comment la Banque centrale va recevoir les pièces de monnaie pour réactualiser leur utilisation».

Aux oubliettes

Depuis au moins quatre ou cinq ans, les commerçants s'adonnent à cette pratique, bien que peu conventionnelle, de donner des bonbons comme monnaie d'échange. Ils ne rendent pas la monnaie si la valeur de cette dernière est inférieure à 100 ariary. Beaucoup d'acheteurs s'en plaignent, et c'est même devenu une litanie, surtout chez les fumeurs, qui se chamaillent souvent avec les commerçants



pour cette raison. «Je ne sais pas si je pourrais un jour venir chez l'épicière du coin et donner 200 ariary plus un bonbon pour m'acheter quelque chose», confie un acheteur. Les commerçants interrogés quant à eux semblent ne pas savoir pourquoi ils ne reçoivent plus de pièces de monnaie, une épicière d'Ankazomanga confie par exemple qu'elle ne prend plus, même les pièces de monnaie de 50 ariary. Les autres monnaies de 10 ou encore 20 ariary, quant à elles, sont également tombées aux oubliettes. On n'en voit même plus circuler depuis plusieurs années. Le gouverneur de la Banque centrale indique qu'il faudrait également réfléchir à cette question. «Peut-être aussi que ces pièces de monnaie n'ont plus la même valeur qu'autrefois», s'interroge-t-il. Avant de dire, «C'est pourquoi il faut réfléchir sur comment augmenter le pouvoir d'achat de la population et la valeur des pièces de monnaie. Ce n'est pas pratique d'emporter un sac plein de petites pièces pour effectuer ses achats quotidiens», ajoute-t-il.

Lutte contre la pauvreté : Le Sud de Madagascar, historiquement marginalisé selon la Banque mondiale

R. EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 08 MAI 2024

L'adoption d'un nouveau code minier et la reprise de grands projets d'investissement représentent des opportunités qui pourraient stimuler considérablement la croissance économique. C'est l'un des constats de la Banque mondiale dans son dernier rapport sur la pauvreté à Madagascar.

Une manière pour l'institution financière de rappeler le rôle éminemment important joué par le secteur minier dans la lutte contre la pauvreté à Madagascar.

Plus visible.

Et pourtant, le paradoxe est que justement, c'est dans les régions à grande potentialité minière que la pauvreté

est la plus visible. La Banque mondiale parle notamment de la partie australe du pays dans son analyse « Le Sud de Madagascar est longtemps resté en marge des initiatives de développement de l'État. C'est là que se trouve la plus forte concentration de pauvreté, avec une estimation de 91 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Le sous-investissement chronique du gouvernement central a conduit la région à prendre du retard par rapport au reste du pays. Les moyens de subsistance se limitent principalement à l'agriculture et à la pêche de subsistance et sont vulnérables aux chocs naturels répétés, notamment à la sécheresse. Avec une sécheresse pluriannuelle qui



amplifie les impacts, la pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve les moyens de subsistance et le développement humain et a accru la dépendance envers l'aide humanitaire ». Dans la classification de la Banque mondiale, le Sud arrive en tête parmi les régions les plus pauvres. « Les niveaux de pauvreté varient d'une région à l'autre de Madagascar, l'Androy, dans le sud, affichant le taux de pauvreté le plus élevé. Les régions du Nord ont des niveaux de pauvreté plus faibles en raison d'une activité économique accrue, telle que le tourisme et la production de vanille. En revanche, l'Est du pays est devenu une zone de grande pauvreté en raison des cyclones fréquents, qui laissent des traces

de destruction et de perte de biens parmi les ménages. La région d'Analamanga présente des taux de pauvreté plus faibles, mais des niveaux d'inégalité plus élevés. L'inégalité nationale a diminué à mesure que les zones urbaines s'appauvrissent au cours de la dernière décennie. Ressources inexploitées. Pour la Banque mondiale, le secteur minier figure parmi les armes avec lesquelles, le gouvernement pourrait relever le défi de la pauvreté, notamment dans le Sud dont les potentiels miniers ne sont plus à démontrer. Sur ce point, la Banque mondiale indique, en effet, que « les récentes réformes audacieuses dans les secteurs de l'exploitation minière, des télécommunications et de l'énergie peuvent contribuer à stimuler la croissance dont Madagascar a besoin pour sortir de la spirale de la pauvreté dans laquelle il se trouve ». Malheureusement, le Sud est encore loin de bénéficier de cette manne que sont les ressources minières. Pour la bonne et simple raison que les ressources en question sont sous-exploitées. Pire, elles sont tout simplement inexploitées pour des raisons qui, parfois, ne sont pas d'ordre économique mais politique. L'on pense notamment au projet d'extraction d'ilménite bloqué depuis des années, malgré les apports socio-économiques réels que l'on peut en tirer. Matière à réflexion pour l'Etat qui a intérêt à exploiter au maximum les ressources naturelles du Sud qui ne doit plus être l'éternel oublié des régimes qui se sont succédé.

Filière arachide : Hausse de 32% de la production dans la région Menabe

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 08 MAI 2024

L'arachide constitue une des filières prioritaires appuyées par le ministère en charge de l'Agriculture et de l'Elevage.

C'est la raison pour laquelle ce département ministériel a soutenu 2 055 producteurs d'arachides dans la région Menabe, et ce, par le biais de la mise en œuvre du projet PURPA (Projet d'Urgence de Renforcement de la Production Alimentaire) et à travers sa direction régionale ainsi que le Fonds de Développement Agricole (FDA). Lors de la préparation de la campagne culturale 2023-2024, ces paysans ont été dotés de 57,5 tonnes de semences certifiées ainsi que de 246,6 tonnes d'engrais. En outre, ils ont bénéficié d'un encadrement technique et bien d'autres appuis des autres partenaires techniques et financiers dont, entre autres, l'USAID Mikajy et l'ONG Durell. À la récolte, les efforts ont porté leurs fruits étant donné qu'une prévision de la hausse de l'ordre de 32% de la production d'arachide est enregistrée, d'après les informations publiées par le ministère de tutelle.

Zone à forte potentialité.

La production d'arachide prévue pour cette campagne de grande saison se chiffrera ainsi aux alentours de 13 500 tonnes, a-t-on appris. Il est à noter que la région de Menabe réputée être une zone à forte potentialité en matière de production d'arachide produisait environ 10 000 tonnes d'arachides depuis ces dernières années. Il s'agit d'une première culture oléagineuse à Madagascar. En outre, l'abondance de la pluviométrie dans cette région plus précisément dans les cinq districts, à savoir, Manja, Miandrivazo, Mahabo, Belo sur Tsiribihina et Morondava, a également favorisé le développement de la culture d'arachide pour cette campagne de production, a-t-on évoqué. Les producteurs bénéficiant de l'appui du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage disposent en même temps



des unités permettant de décortiquer les arachides à coque.

Demande en hausse.

Il faut savoir que la filière arachide est une filière porteuse générant à peu près 35 000 emplois directs et indirects de la région. Afin de promouvoir cette filière, un festival est organisé annuellement dans le district de Belo sur Tsiribihina en son honneur. Une unité de transformation d'arachide en huile alimentaire vient également d'être mise en place dans le district de Morondava afin de développer cette chaîne de valeur. En effet, seules 60 tonnes d'arachides sont transformées en huile par les producteurs artisanaux sur place chaque année, d'après les informations recueillies auprès du ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Force est également de remarquer que la demande d'arachide est en hausse aussi bien sur le marché local que sur le marché international. Outre la production issue de la campagne pluviale, les paysans dans la région du Menabe préparent déjà la culture de contre saison d'arachide, prévue entre juin et juillet de cette année.

Vanille : Une dizaine d'opérateurs placés sous mandat de dépôt

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 08 MAI 2024

Une secousse dans le monde de la vanille à Maroantsetra alors qu'une dizaine d'opérateurs ont été placés sous mandat de dépôt pour des allégations de non-paiement de ristournes liées à leurs activités dans cette filière lucrative. Selon des sources locales, ces individus auraient omis de s'acquitter de leurs obligations financières, déclenchant ainsi une enquête minutieuse des autorités compétentes et menant à leur incarcération. Dans un contexte où les prix de la vanille connaissent une ascension remarquable, bénéficiant aux paysans planteurs, aux collecteurs et aux exportateurs, cette affaire prend une dimension d'autant plus critique. Des informations non confirmées suggèrent que cette détention pourrait être le résultat d'une rivalité acharnée entre ces opérateurs, chacun cherchant à tirer pleinement parti de l'essor des prix sur le marché. « Naturellement, ces opérateurs devraient juste s'acquitter des ristournes qu'ils n'ont pas payées, majorées

d'éventuelles pénalités », a déclaré une source anonyme, mettant en lumière le simple aspect financier de l'affaire. Cependant, d'autres voix s'élèvent pour contester cette version des faits, affirmant que les opérateurs en question ont effectivement versé une partie des ristournes, mais pas la totalité. Selon ces sources alternatives, il semble que le problème réside dans des déclarations falsifiées, ce qui aurait conduit ces individus directement derrière les barreaux. Une divergence d'opinions qui souligne la complexité de l'affaire et l'importance cruciale d'une enquête approfondie pour établir la vérité. Cette situation met en lumière les enjeux économiques et les tensions qui sous-tendent le marché de la vanille à Maroantsetra. Alors que les autorités poursuivent leur enquête, l'issue de cette affaire reste incertaine, laissant planer un voile d'incertitude sur l'avenir des opérateurs impliqués et de l'industrie dans son ensemble.

Électrification à Fort-Dauphin : Un exemple de réussite du partenariat public-privé

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 08 MAI 2024

Ce n'est même pas une espèce rare. Le délestage est tout simplement inexistant à Fort-Dauphin. Une lumière permanente obtenue grâce à la magie du partenariat public-privé entre la société minière QMM et la JIRAMA. Un PPP qui offre aussi de bons effets dans d'autres aspects de la vie de cette ville touristique.

Il y a une dizaine de jours, le président de la République a inauguré une centrale solaire de 8 mégawatts et a également visité les travaux d'installation du premier parc éolien jamais construit à Madagascar. Ces unités de production d'électricité vont faire de Fort-Dauphin l'une des villes les plus en avance en termes de transition énergétique, et cela grâce au partenariat public-privé avec la société minière QMM.



Sans discontinuité. Mais Fort-Dauphin se distingue plus spécialement par une fourniture d'électricité sans discontinuité. La ville ne connaît pas ce délestage qui sévit dans toutes les agglomérations de Madagascar, petites ou grandes. Le tissu économique local et les ménages tirent

profit de cette électricité permanente et ce depuis bien longtemps, au mois de mars 2011. En effet, par le biais d'un partenariat public-privé tripartite entre QMM, la JIRAMA et le projet Pôle de Croissance Intégré (PIC), la société minière fournit l'électricité à la ville de Fort-Dauphin et ses environs, au bénéfice de plus de 80 000 habitants. Dès la construction des installations de QMM, il était évident qu'elle devrait avoir sa propre centrale électrique afin de pouvoir tourner sans subir les contraintes du délestage. Voyant l'intérêt d'un tel projet d'autoproduction d'électricité, les responsables publics ont exprimé le souhait d'un partenariat, d'autant plus que la JIRAMA est confrontée à de nombreuses difficultés pour satisfaire aux besoins de la ville de Taolagnaro, estimés à 1,9 mégawatts à l'époque. Après la mise en forme du partenariat, la société minière a acquis un générateur supplémentaire qui anticipait déjà les besoins en électricité de la ville sur les 10 années qui suivent.

Infrastructures publiques.

Il est évident qu'un tel PPP profite à la localité et sa population. D'ailleurs, la collaboration ne s'arrête pas à la fourniture d'électricité, mais s'étale également aux infrastructures publiques de Fort-Dauphin, où l'on retrouve un réseau routier en bon état. Récemment, ces belles routes de la capitale de l'Anôsy ont fait le buzz sur les réseaux sociaux grâce à l'instigation de jeunes Majungais qui ont invité les autres villes à prendre exemple sur ce genre de partenariat. En tout cas, la présence d'unités industrielles d'une certaine envergure est forcément la clé d'un PPP réussi, comme c'est le cas de QMM pour Fort-Dauphin. C'est aussi une bonne raison pour encourager des investissements d'importance afin de tirer leur zone d'implantation vers le progrès. Sans oublier les bénéfices économiques habituels que l'emploi, les marchés de sous-traitance pour le tissu de PMI-PME, et surtout les recettes de devises étrangères.

Arabian Travel Market 2024: Madagascar part à la conquête de nouveaux marchés

LUC ANDRINIAINA | LES NOUVELLES | 08 MAI 2024

L'édition 2024 de l'Arabian Travel Market (ATM), sur le thème d'« autonomiser l'innovation : transformer le voyage par l'entrepreneuriat », du 6 au 9 mai à Dubaï, constitue une occasion opportune pour Madagascar de conquérir de nouveaux marchés touristiques. Avec plus de 2 300 exposants et représentants de plus de 165 pays présents,

cet événement offre une plateforme idéale pour accroître la visibilité de la Grande île et attirer de nouveaux visiteurs pour atteindre l'objectif d'un million de touristes d'ici 2028, selon le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Joël Randriamandranto. Madagascar participe à l'événement à travers l'office régional du tourisme Nosy Be.

Conjoncture financière : La Banque centrale maintient ses taux directeurs

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 MAI 2024

La Banque centrale maintient ses taux pour contrôler l'inflation malgré des prévisions optimistes. Les exportations de produits clés comme la vanille et le cobalt ont diminué, mettant en évidence les défis économiques.

Prévisible. La décision du Comité monétaire de la Banque centrale du 7 mai l'a été. Celle de maintenir les taux de facilités permanentes à leur niveau actuel, soit 9,00 % pour le taux des facilités de dépôt et 11,00 % pour le taux des facilités de prêt marginal. Ces outils financiers ont été activés pour juguler l'envolée inflationniste. Mais les prévisions de ces derniers jours prêtent plutôt à l'optimisme. Le Fonds monétaire international, FMI, le revoit à la baisse à 7,8 % et l'Instat prédit un taux à 7,3 %. Même si le contexte international reste précaire et une éventuelle revue à la hausse des prix du carburant ne serait pas exclue par les négociations en cours avec le FMI. Sur le plan financier toujours, la Banque centrale dans sa dernière Note de conjoncture économique, évolutions et perspectives, a souligné que « au premier trimestre de 2024, les réserves officielles de change se sont établies à 2 576,3 millions de dollars US, représentant 5,7 mois d'importation, contre 2 170,7 millions de dollars US pour la même période de 2023, l'équivalent de 4,3 mois d'importations ».

Ralentissement

Par contre, « sur les trois premiers mois de 2024, les exportations de biens ont enregistré un recul de 30,7 % par rapport à la même période de 2023. Cette variation s'est manifestée par la baisse des exportations des produits



phares tels que la vanille, le girofle, le cobalt et les produits des entreprises franches. La valeur de la « vanille » exportée a fléchi de 63,5 % en raison de la baisse de 81,3 % du prix, même si la quantité a rebondi de 95,0 %. Les exportations de « nickel » ont ralenti de 64,0 %, suite aux baisses du volume exporté et du prix moyen, respectivement de 38,4 % et de 41,6 %. Également, les exportations sous le régime de la « zone franche » ont diminué de 11,2 % à la suite des baisses du volume exporté de 9,5 % et du prix moyen de 1,8 %. Les recettes de « cobalt » se sont contractées de 24,0 %, en raison de la dégradation du prix moyen de 29,5 %, malgré la hausse du volume expédié de 7,9 %. Les exportations de « girofle » ont diminué de 9,0 %, expliquée par la réduction du volume de 8,0 %, et celle du prix de 1,2 % ».

Glissement annuel: une hausse de 7,3% en mars

LUC ANDRINIAINA | LES NOUVELLES | 10 MAI 2024

L'inflation à Madagascar poursuit sa tendance haussière, atteignant 7,3% en mars 2024 par rapport à mars 2023, selon les données de l'indice des prix à la consommation (IPC) publiées par l'Institut national de la statistique (Instat). C'est le cas des boissons alcoolisées et du tabac, dont les prix ont bondi de 11,3%. Le secteur de l'ameublement, équipement ménager et entretien courant connaît une inflation de 10,7%. Par ailleurs, les prix des PPN ont enregistré une hausse de 5,6%, plus particulièrement le riz,

à 4,3%. Quant au domaine de la communication, l'inflation s'est établie à 9,4%. Le taux d'inflation a aussi augmenté de 7,2% dans le secteur énergétique. En revanche, le domaine de la santé semble relativement épargné par la hausse d'inflation avec un glissement annuel de 3,5%. A titre d'information, toujours selon les données de l'Instat, vers le mois de janvier le glissement annuel était de 7,1% et vers le mois de février, il s'est élevé à 7,4%.

Madagascar – OMC : Préparation de la politique commerciale à présenter en février 2025

ANTSAR | MIDI MADAGASCAR | 10 MAI 2024

Madagascar présentera sa politique commerciale à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à Genève, durant une réunion qui se tiendra du 12 au 14 février 2025. Cette semaine, un atelier de trois jours s'est déroulé à Antananarivo, pour la préparation de ce document, qui sera soutenu par le ministre de l'Industrialisation et du Commerce. Cette rencontre de préparation a réuni des représentants clés de l'OMC et des responsables gouvernementaux malgaches et des techniciens du MIC (Ministère de l'Industrie et du Commerce), l'entité principale chargée de formuler la politique commerciale de l'État. Il s'agit de la quatrième politique commerciale de Madagascar, qui sera présentée à l'OMC depuis son adhésion à l'organisation. La dernière fois que le pays a présenté sa politique commerciale à l'OMC remonte à 2015, marquant ainsi une périodicité de sept ans entre chaque présentation. D'après les explications, l'objectif est de mettre en lumière les politiques commerciales appliquées par Madagascar et de s'assurer de leur conformité aux normes internationales établies par l'OMC.

Intérêts. Le MIC joue un rôle central dans la préparation et la présentation de cette politique commerciale devant les membres de l'OMC. Cette démarche vise à garantir que Madagascar demeure un acteur respectueux des règles commerciales internationales, tout en cherchant à maximiser les avantages économiques pour le pays. L'importance de cette présentation réside dans la possibilité d'identifier d'éventuelles incohérences entre la politique commerciale de Madagascar et les accords et conventions de l'OMC. En cas de divergence, des ajustements pourraient être envisagés afin de garantir une conformité totale avec les obligations internationales du pays. La participation du ministre malgache à l'OMC à Genève en février 2025 revêt une signification particulière, démontrant l'engagement ferme du pays envers le commerce international réglementé et équitable. Cette présence permettra également des échanges directs avec d'autres membres de l'OMC, favorisant ainsi la compréhension mutuelle et le renforcement des relations commerciales internationales.

Fonds Souverain Malagasy : Feuille de route approuvée par le Conseil des Ministres

ANTSAR | MIDI MADAGASCAR | 10 MAI 2024

Le Conseil des Ministres a donné son aval au guide et à la politique d'utilisation du Fonds Souverain Malagasy (FSM), marquant ainsi une grande étape dans la gestion des ressources financières du pays pour les générations présentes et futures. Conformément à la loi régissant la constitution de ce fonds, une vision claire et une feuille de route ont été établies pour orienter les décisions du Conseil d'Administration dans la gestion du FSM. L'objectif principal de ce fonds est d'être un moteur de développement pour Madagascar, en palliant les lacunes de financement pour les projets prioritaires ayant un impact direct sur la vie de la population, tout en assurant la constitution d'une réserve pour les générations à venir. Le FSM vise à allouer les financements vers des actions concrètes et mesurables, tout en mettant en place une structure de gestion transparente conforme aux normes internationales. Cette approche est cruciale pour garantir que les ressources du fonds contribuent efficacement au financement des projets prioritaires du pays. Selon le rapport du Conseil des Ministres, le fonds sera déposé sur un compte spécial

au sein de la Banque Centrale de Madagascar (BFM) et ne pourra être utilisé par l'État au cours des dix premières années suivant sa constitution. Cette disposition vise à assurer la préservation et l'accumulation des ressources du fonds pour les générations futures. Pérennité. Même après cette période initiale, l'État ne pourra utiliser qu'une fraction modeste du fonds constitué au FSM, limitée à 15%, même en cas de situation d'urgence. Cette mesure vise à garantir la pérennité du fonds et à s'assurer que ses ressources sont utilisées de manière prudente et responsable. L'approbation du guide d'utilisation du FSM représente une avancée significative dans la gestion financière du pays, démontrant l'engagement du gouvernement envers le développement durable et la préservation des ressources pour les générations futures. Cette démarche devrait renforcer la confiance des investisseurs nationaux et internationaux dans l'économie malgache, tout en contribuant à stimuler la croissance économique et à améliorer le bien-être de la population.

Commerce extérieur: les exportations malgaches ont chuté de plus de 30 %

ARH | LES NOUVELLES | 10 MAI 2024

Vanille, girofle, nickel, textiles et habillements... Le volume d'exportations de ces produits phares malgaches, a chuté de plus de 30 % pour les trois premiers mois de 2024, rapporte la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) dans sa dernière note sur la conjoncture économique à Madagascar.

Selon un rapport publié par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) mardi, les exportations de biens ont largement chuté au cours du premier trimestre de l'année. Comparées à la même période en 2023, les exportations ont reculé de

30,7%, plongeant l'économie malgache dans une situation préoccupante. La vanille, par exemple, a vu sa valeur exportée fléchir « de 63,5 % en raison de la baisse de 81,3 % du prix, même si la quantité a rebondi de 95,0 % », rapporte la BFM. Pour le nickel, les exportations ont ralenti de 64%, avec une baisse de 38,4% du volume exporté et une baisse de 41,6% du prix moyen. De même, les recettes du cobalt ont diminué de 24%, malgré une augmentation de 7,9% du volume expédié, en raison d'une baisse de 29,5% du prix moyen. Les exportations des produits des zones franches

ont également diminué de 11,2%, en raison d'une baisse de 9,5% du volume exporté et de 1,8% du prix moyen.

Conjoncture économique difficile

Du côté des importations, un ralentissement de 15,5% a été observé, touchant presque toutes les catégories de biens, à l'exception de celles des énergies qui ont rebondi de 42,5%. La baisse des importations a affecté diverses catégories telles que les alimentations (-38,5%), les matières premières (-30,9%), les biens d'équipement (-18,8%), les biens de consommation (-16,2%) et les zones franches (-3,3%). Cette baisse des exportations et des importations reflète une conjoncture économique difficile pour Madagascar, avec des répercussions sur plusieurs

secteurs clés de son économie. En effet, cette tendance à la baisse des exportations pour les principaux produits phares de la Grande île avait déjà été constatée en 2023, avec des baisses importantes notamment pour la vanille (-49,6%) et le girofle (-9,6%). Néanmoins, la BFM prévoit un redressement progressif de la filière vanille. « La vanille se redressait, mais à un rythme modéré, du fait de la baisse de prix sur le marché mondial », note-t-elle. Cependant, les prix des exportations du nickel et du cobalt devraient continuer à baisser et ce, « en raison de l'excès de l'offre sur le marché international et de la baisse des prix des batteries pour les voitures électriques ».

SG Madagasikara – STCV: 2 tonnes de déchets valorisés en 2023

ARH | LES NOUVELLES | 10 MAI 2024

Le partenariat entre Société Générale Madagasikara et la Société de Tri, de Compactage et de Valorisation des Déchets (STCV) a permis de recycler plus de 2 tonnes de déchets, en 2023. Cette année encore, les deux entités renouvellent et étendent leur partenariat auprès d'agences de la banque Société Générale à Antananarivo. L'engagement de la Société Générale Madagasikara et la Société de Tri, de Compactage et de Valorisation des Déchets (STCV) ne se limite pas au recyclage des déchets. En effet, l'initiative lancée l'année dernière a permis de mener des actions de sensibilisation et de formation auprès de collaborateurs du siège de Société Générale Madagasikara. Forts de ces résultats encourageants, les partenaires s'engagent à poursuivre leur collaboration et à franchir une nouvelle étape

cette année. Ils déploient actuellement des poubelles de tri sélectif dans leurs agences à Antananarivo, une pratique qui devrait s'étendre à l'ensemble du réseau de la banque à Madagascar. De plus, des séances de sensibilisation régulières seront également organisées pour tous les employés, mettant en avant l'importance du recyclage et de la préservation des ressources naturelles. Cette action commune illustre l'engagement soutenu des deux entités pour un avenir plus vert et durable à Madagascar. Elle reflète surtout la détermination de Société Générale Madagasikara à intégrer des critères environnementaux dans ses opérations et ses initiatives, tout en réduisant son empreinte écologique au quotidien.